



PRÉFET DE L'INDRE

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement Centre-Val de Loire

Châteauroux, le

28 SEP. 2018

Unité Interdépartementale du Cher et de l'Indre

S3IC N° 100.04622

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SOCIÉTÉ IMERYS CERAMICS FRANCE

COMMUNE DE MARTIZAY

Objet : Demande d'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une carrière d'argile implantée sur le territoire
de la commune de MARTIZAY au lieu-dit « Hautes Maisons »

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1. OBJET ET PRESENTATION DE LA DEMANDE

Cette demande, qui concerne la poursuite de l'exploitation de la carrière d'argile pour une durée de 21 ans, a été déposée le 7 mai 2015 par la société IMERYS CERAMICS France. Elle porte sur une surface totale de 13 ha 50 a 95 ca pour un rythme maximal annuel d'extraction de 20 000 tonnes avec un rythme moyen annuel de 7 800 tonnes. Les parcelles concernées sont les suivantes :

- ZN 16; 17; 18; 19; 20; 22 pour partie; 57; 58; 59; 60; 61; 62 et 63 (voir plan annexé au présent rapport)

La campagne d'extraction sera réalisée sur une période d'environ 3 mois/an avec une pelle hydraulique. La profondeur maximum de l'excavation sera de 15 mètres.

De plus, la société IMERYS CERAMICS France demande également l'autorisation d'accueillir des matériaux inertes extérieurs issus de chantiers de BTP afin de remblayer partiellement la fosse d'extraction pour une quantité de 1 500 m³/an en moyenne pour un total de 30 000 m³.

Cette demande a été jugée incomplète et irrégulière et des compléments ont été demandés à la société IMERYS CERAMICS France par courrier du 28 août 2015. De plus, lors d'une visite d'inspection réalisée sur le site le 15 décembre 2017, au vu des constats réalisés sur le site, des nouveaux compléments ont été demandés au porteur de projet.

Par transmission du 21 février 2018, la DDCSPP de l'Indre nous a adressé un nouveau dossier complet (daté de janvier 2018) dans lequel la société IMERYS CERAMICS France indique avoir intégré les compléments demandés.

Ce nouveau dossier a été jugé complet et régulier le 7 mars 2018.

A noter que la société IMERYS CERAMICS France est déjà titulaire d'une autorisation d'exploiter une carrière de calcaire sur ce site délivrée le 24 février 2000 pour une durée de 15 ans avec un rythme d'extraction maximal de 40 000 tonnes/an et un rythme moyen de 24 000 tonnes/an.

1.2 Présentation du demandeur

Le groupe IMERYS axé sur l'activité de valorisation des minéraux a été créé le 22 septembre 1999 et comporte 245 implantations industrielles réparties dans près de 50 pays.

L'activité matériaux céramiques est une des 4 branches opérationnelles du groupe.

IMERYS CERAMICS, qui est une activité de la branche matériaux céramiques est spécialisée dans les minéraux pour céramiques et dispose de 54 sites industriels répartis dans 17 pays dont 21 unités de productions en France.

Les argiles extraites sur la carrière de Hautes Maisons (objet du présent dossier) seront envoyées à l'usine de Tournon St Pierre (37) située à 14 kms de la carrière pour être mélangées avec d'autres argiles afin d'obtenir les caractéristiques souhaitées pour l'industrie des carreaux céramiques (95 % de l'activité) et l'industrie de la vaisselle de table (5 % de l'activité).

Sur la carrière de Hautes Maisons, 6 personnes seront employées à plein temps durant les phases d'exploitation.

1.3 Résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers

Les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers joints au présent rapport décrivent l'établissement, son historique administratif, l'environnement dans lequel il est implanté et le projet objet de la demande d'autorisation environnementale. Ils positionnent le projet au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

2. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION

En vertu du 2° de l'article 15 de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, la présente demande d'autorisation, régulièrement déposée avant le 1^{er} mars 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaire dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance sus-visée.

Une fiche jointe au présent rapport récapitule :

- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction,
- l'avis de l'autorité environnementale (avis joint u présent rapport),
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 512-20 et R.512-21 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique (avis joints au présent rapport),
- l'avis du CHSCT de IMERYS CERAMICS France (avis joint au présent rapport),
- l'avis du Parc Naturel Régional de la Brenne (avis joint au présent rapport),
- l'avis du service des routes du Conseil Départemental (avis joint au présent rapport),
- le mémoire en réponse de l'exploitant aux avis des services.

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet de prescriptions joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles qui découlent de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.

3.1. Propositions supplémentaires introduites dans le projet d'arrêté

Mesure compensatoire (article 10.3.2.1):

- création de 3400 m² de zones humides cordonnée à la période d'exploitation.

Mesures de suivi (articles 10.4.1 et 10.4.2):

- évaluer l'évolution des populations des espèces patrimoniales présentes sur le site,
- évaluer les mesures prises au titre des préconisations faites en faveur de la flore et de la faune,
- évaluer l'apparition de nouvelles espèces en lien avec la création de nouveaux habitats,
- suivi annuel du guépier afin d'évaluer la réussite de la reproduction des couples,
- suivi annuel des zones humides de substitution pérennes afin d'évaluer l'efficacité de la mesure compensatoire.

Mesures de protection de l'environnement :

- création d'un bassin de décantation afin de collecter les eaux de ruissellement de l'aire étanche avant rejet dans le milieu naturel (article 4.3.3),
- ravitaillement des engins sur une aire étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbures (article 7.4.5),
- stockage du gasoil non routier dans une cuve double paroi (article 7.4.3).

4. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments fournis par la société IMERYS CERAMICS France dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments conformément à l'article R.181.12, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques pendant l'exploitation de la carrière d'argile projetée par la société IMERYS CERAMICS France sur le territoire de la commune de Martizay.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du département de l'Indre d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société IMERYS CERAMICS France, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport conformément à l'article R.181.43 du code de l'environnement.

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral peuvent être présentées à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages dans sa formation carrière.

PJ : Plan de masse (annexe1)
Résumés non techniques (annexe 2)
Fiche récapitulative (annexe3) comportant en annexe :
- avis de l'autorité environnementale (3.1),
- avis rendus suite aux consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 512-20 et R.512-21 du code de l'environnement (3.2.a à 3.2.e),
- avis du Parc Naturel Régional de la Brenne (3.3),
- conclusions du commissaire enquêteur (3.4),
- avis du CHSCT de IMERYS CERAMICS France (3.5),
- réponses du pétitionnaire aux services (3.6),
Projet d'arrêt préfectoral (annexe 4)

Copie à : DREAL / SEIR